

Convention collective

IDCC : 1885. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES
(Côte-d'Or)**

(1^{er} septembre 1995)

(Bulletin officiel n° 1996-2 bis)
(Etendue par arrêté du 13 mai 1996,
Journal officiel du 23 mai 1996)

AVENANT N° 2016-01 DU 29 JUIN 2016

RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : ASET1650786M

IDCC : 1885

Entre

UIMM Côte-d'Or

D'une part, et

CFDT Côte-d'Or

CFE-CGC Côte-d'Or

CFTC Côte-d'Or

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit dans le cadre de la négociation annuelle pour l'année 2016 portant sur les salaires dans les industries de la métallurgie de la Côte-d'Or.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales garanties annuelles (RMGA)

Il est institué, à compter du 1^{er} janvier 2016, un barème des rémunérations minimales garanties annuelles définies à l'article 39.4 de la convention collective ci-dessus désignée.

Les rémunérations minimales garanties annuelles sont fixées pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème figure en annexe I.

Il est rappelé que, conformément à l'article 39.4 de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Côte-d'Or, il sera tenu compte, pour l'application des rémunérations minimales garanties annuelles, « de l'ensemble des éléments bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie mensuel et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue à l'article 39.3 de la présente convention ;
- majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;

- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- indemnisation de l’astreinte ;
- versement régularisateur éventuellement dû au titre de l’année antérieure.

En application de ce principe, sont exclues de l’assiette de vérification :

- les sommes découlant de la législation sur l’intéressement et sur la participation et n’ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale ».

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et valeur du point (VP)

La valeur du point est fixée à 4,76 € à compter du 1^{er} juillet 2016.

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) définies à l’article 39.2 de la convention collective ci-dessus désignée pour les ouvriers, les administratifs, les techniciens et les agents de maîtrise des entreprises entrant dans son champ d’application est applicable à compter du 1^{er} juillet 2016 pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Ce barème figure en annexe II.

Il est rappelé que les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servent notamment de base de calcul à la prime d’ancienneté définie à l’article 39.3.

Article 3

Indemnité de panier

Les parties tiennent à rappeler les stipulations de l’article 39.8 de la convention collective, qui prévoit expressément que : « Le personnel dont l’amplitude de travail est au moins égale à 7 h 30 dans un horaire tel que défini à l’article 34.1 bénéficie d’une indemnité de panier égale au double du montant horaire du minimum garanti institué par la loi du 2 janvier 1970.

La même indemnité est accordée au salarié qui, après avoir effectué dans la journée son horaire normal de travail, effectue exceptionnellement après 21 heures au moins quatre heures de travail. »

Les parties tiennent également à rappeler que, conformément aux dispositions de l’article L. 3231-12 du code du travail, le minimum garanti visé à l’article 39.8 susvisé est déterminé par décret pris par les pouvoirs publics.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le minimum garanti est fixé à 3,52 € en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon. En conséquence, depuis le 1^{er} janvier 2015, le montant de l’indemnité de panier visée à l’article 39.8 susmentionné s’élève à 7,04 €.

Article 4

Calendrier de négociation

Conformément aux dispositions des articles L. 2241-1 et suivants du code du travail, les parties conviennent d’ouvrir la prochaine réunion de négociation territoriale de branche sur les salaires minimaux et la valeur de point courant juin 2017.

Article 5

Notification, formalités de dépôt et demande d’extension

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d’exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l’article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Il fera l'objet d'une demande d'extension formée dans les meilleurs délais par l'UIMM Côte-d'Or, qui tiendra les organisations représentatives informées de l'état d'avancement de cette demande ainsi que de la décision des services centraux du ministre chargé du travail.

Fait à Dijon, le 29 juin 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème des rémunérations minimales garanties annuelles brutes (RMGA) des ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise au 1^{er} janvier 2016

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	FILIÈRES			
			Ouvrier	Administratif et technicien	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise d'atelier
I	1	140	17 600	17 600		
	2	145	17 618	17 618		
	3	155	17 709	17 709		
II	1	170	17 826	17 826		
	2	180		17 981		
	3	190	18 207	18 207		
III	1	215	18 668	18 668	18 668	18 668
	2	225		19 139		
	3	240	19 767	19 767	19 767	19 767
IV	1	255	20 897	20 897	20 897	20 897
	2	270	21 874	21 874		
	3	285	22 962	22 962	22 962	22 962
V	1	305		24 688	24 688	24 688
	2	335		26 405	26 405	26 405
	3	365		28 884	28 884	28 884
	3	395		29 977	29 977	29 977

ANNEXE II

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) des ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise au 1^{er} juillet 2016

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Valeur du point : 4,76 €.

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien		OUVRIER				AGENT DE MAÎTRISE		AGENT DE MAÎTRISE D'ATELIER		
			RMH	Catégorie	RMH	Maj. 5 %	Total RMH	Catégorie	RMH		RMH	Maj. 7 %	Total RMH
I	1	140	666,40	O1	666,40	33,32	699,72						
	2	145	690,20	O2	690,20	34,51	724,71						
	3	155	737,80	O3	737,80	36,89	774,69						
II	1	170	809,20	P1	809,20	40,46	849,66						
	2	180	856,80		856,80	42,84	899,64						
	3	190	904,40	P2	904,40	45,22	949,62						
III	1	215	1 023,40	P3	1 023,40	51,17	1 074,57	AM1			1 023,40	71,64	1 095,04
	2	225	1 071,00		1 071,00	53,55	1 124,55				1 071,00		
	3	240	1 142,40	TA1	1 142,40	57,12	1 199,52	AM2			1 142,40	79,97	1 222,37
IV	1	255	1 213,80	TA2	1 213,80	60,69	1 274,49	AM3			1 213,80	84,97	1 298,77
	2	270	1 285,20	TA3	1 285,20	64,26	1 349,46				1 285,20		
	3	285	1 356,60	TA4	1 356,60	67,83	1 424,43	AM4			1 356,60	94,96	1 451,56

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien		OUVRIER				AGENT DE MAÎTRISE		AGENT DE MAÎTRISE D'ATELIER		
			RMH		Catégorie	RMH	Maj. 5 %	Total RMH	Catégorie	RMH	RMH	Maj. 7 %	Total RMH
V	1	305	1 451,80						AM5	1 451,80	1451,80	101,63	1 553,43
	2	335	1 594,60						AM6	1 594,60	1 594,60	111,62	1 706,22
	3	365	1 737,40						AM7	1 737,40	1 737,40	121,62	1 859,02
		395	1 880,20							1 880,20	1 880,20	131,61	2 011,81

Nota. – Pour chacune des filières administratifs et techniciens, ouvriers, agents de maîtrise et agents de maîtrise d'atelier, les RMH à retenir pour servir de base de calcul à la prime d'ancienneté sont celles apparaissant en gras.